Rapport partiel

Perception et connaissance du logement social et des OSBL d'habitation

ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL

Résultats d'un sondage web réalisé auprès des Québécois





Comprendre le monde



Table des matières

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE	03
FAITS SAILLANTS	05
RÉSULTATS DÉTAILLÉS	07
Accès au logement social au Québec	08
Accès au logement social	09
Rôle des différentes instances dans l'accès au logement social	10
Rôle du gouvernement provincial dans l'accès au logement social	11
Clientèles prioritaires	12
Profil des répondants	13







Un sondage Web mené auprès des Québécois.

L'échantillon a été tiré aléatoirement à partir du panel d'internautes de Léger, soit un panel représentatif de la population.



2 001 répondants âgés de 18 ans et plus, pouvant s'exprimer en français ou en anglais. À titre indicatif, pour un échantillon probabiliste de même taille (n=2 001), la marge d'erreur maximale est de +/- 2,2% (19 fois sur 20).

Regroupements par fédérations territoriales	n réel	Marge d'erreur
Montréal	350	+/- 5,2%
Capitale-Nationale + Chaudière-Appalaches	200	+/- 6,9%
Bas-Saint-Laurent + Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	200	+/- 6,9%
Saguenay-Lac-Saint-Jean + Côté-Nord/Nord-du-Québec	201	+/- 6,9%
Montérégie + Estrie	350	+/- 5,2%
Mauricie + Centre-du-Québec	200	+/- 6,9%
Outaouais + Abitibi-Témiscamingue	200	+/- 6,9%
Laval + Laurentides + Lanaudière	300	+/- 5,7%
Total	2 001	+/- 2,2%



Un prétest a été réalisé le 13 mai 2021 auprès de 52 répondants afin de valider le guestionnaire et d'assurer son déroulement logique.

La collecte des données s'est déroulée du 14 au 24 mai 2021 inclusivement.



Afin de redresser les potentiels déséquilibres et de rendre l'échantillon représentatif de la population étudiée, les données brutes de l'étude ont été pondérées selon la région de résidence, l'âge, le sexe, la langue maternelle, la scolarité et la présence d'enfants dans le ménage, selon le profil réel des Québécois (source : Statistique Canada, recensement 2016).

ARRONDISSEMENT DES PROPORTIONS

Le complément à 100% est attribuable à l'arrondissement à l'entier des proportions ou à la non-réponse.

Si les répondants pouvaient fournir plus d'une réponse, les totaux présentés à ces questions sont par conséquent supérieurs à 100%.

DIFFÉRENCES SIGNIFICATIVES

NOTES AUX LECTEURS

Les résultats présentant des différences significatives pertinentes sont présentés dans les tableaux et graphiques, ou dans les commentaires d'analyse. La ventilation des résultats par fédérations territoriales est quant à elle disponible en annexe.

Les données en caractères rouges signalent une proportion significativement inférieure à celle des autres répondants. À l'inverse, les données en caractères verts signalent une proportion significativement supérieure à celle des autres répondants.

La forme masculine utilisée dans le texte désigne aussi bien les femmes que les hommes. Elle n'est utilisée qu'à la seule fin d'alléger le texte et d'en faciliter la compréhension.

4



FAITS SAILLANTS



L'accès au logement social : une problématique reconnue, une responsabilité partagée

- 84% des Québécois sondés considèrent que l'accès suffisant au logement abordable et sécuritaire pour des clientèles vulnérables est problématique à l'heure actuelle, dont 46% qui jugent la situation très problématique.
 - Considérant cela, une forte majorité des Québécois sondés (78%) seraient favorables à un projet de construction d'un nouveau complexe immobilier d'unités de logement social près de chez eux. Ceux qui ne le sont pas se rétractent, pour la plupart (69%), lorsqu'on leur précise que les logements sociaux seraient destinés à une clientèle âgée.
- Si les Québécois considèrent que l'accès à un logement abordable et sécuritaire devrait être assuré **en priorité** aux personnes à faible revenu (80%), ils souhaiteraient aussi, en majorité, un meilleur accès pour les personnes ayant un handicap, une déficience ou une limitation (67%), les personnes âgées (64%), les familles monoparentales (62%), les personnes vivant de la violence conjugale (61%) et les personnes souffrant d'une problématique de santé mentale (52%).
- Aux yeux des répondants, le gouvernement provincial (92%) et fédéral (80%), de même que les Villes (90%), les OSBL d'habitation (84%) et les propriétaires d'immeubles à logement (73%) ont un **rôle important** à jouer pour favoriser l'accès au logement social à des clientèles vulnérables.
- D'ailleurs, 82% des Québécois pensent que le gouvernement du Québec devrait en faire un peu (40%), voire beaucoup (42%) plus pour contrer cette problématique.



Les **résidents de la région administrative de Montréal** semblent plus sensibilisés à la réalité de l'accès au logement abordable et sécuritaire pour les clientèles vulnérables, alors que 53% la jugent <u>très</u> problématique à l'heure actuelle. D'ailleurs, ils sont aussi plus nombreux à considérer que le gouvernement provincial devrait en faire <u>beaucoup</u> plus pour en faciliter l'accès (52%).



Ces résultats viennent appuyer toute l'importance de la mission du RQOH dans ses représentations auprès des autorités politiques en termes de reconnaissance du droit au logement pour les clientèles vulnérables. Aux yeux des Québécois, les OSBL d'habitation ont définitivement la légitimité pour faire partie de la solution, mais ne doivent pas en être les seuls porteurs. Tous les acteurs ont un rôle important à jouer.

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL AU QUÉBEC

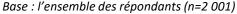
Leger

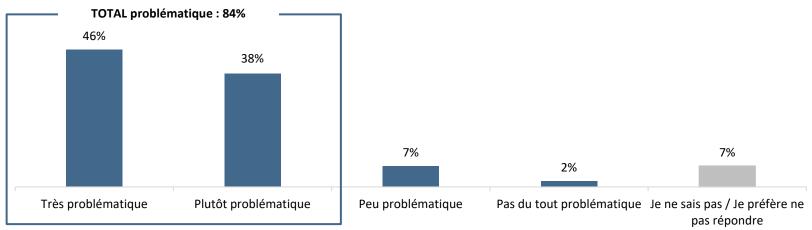
ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL

L'accès suffisant au logement abordable et sécuritaire pour des clientèles vulnérables* au Québec est jugé problématique par une forte majorité de répondants (84%, dont 46% le qualifiant de très problématique).

Bien que cette opinion soit partagée par la plupart des Québécois, peu importe leur profil, les personnes sans emploi (58%), celles qui disposent d'un revenu familial annuel brut inférieur à 40 000 \$ (53%), les résidents de la région administrative de Montréal (53%), les locataires (53%), les femmes (50%) et les Québécois qui avaient déjà entendu parler des coopératives d'habitation avant la tenue du sondage (49%) sont plus nombreux à juger l'accès au logement social comme très problématique à l'heure actuelle.

Selon vous, à l'heure actuelle, l'accès suffisant au logement abordable et sécuritaire pour des personnes à faible revenu, fragilisées et exclues est-il problématique au Québec?





^{*} Personnes è faible revenu, fragilisées et exclues.



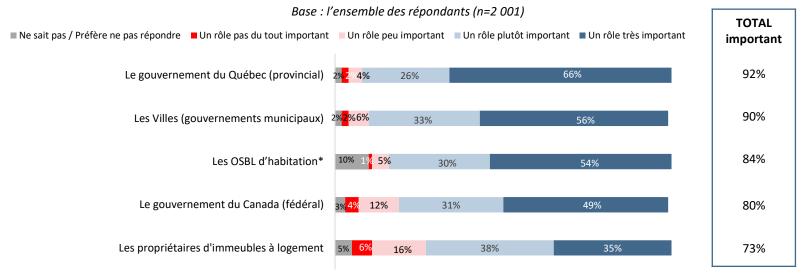
RÔLE DES DIFFÉRENTES INSTANCES DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL

Les différentes instances gouvernementales, de même que les OSBL d'habitation et les propriétaires d'immeubles à logement, ont tous un rôle important à jouer pour favoriser l'accès au logement abordable et sécuritaire à des clientèles vulnérables.

Le gouvernement provincial est l'acteur qui devraient assumer le plus grand leadership dans ce dossier aux yeux des Québécois.

Par ailleurs, notons que les femmes, les locataires, les répondants qui disposent d'un revenu familial annuel brut inférieur à 40 000 \$ et les Québécois qui avaient déjà entendu parler des différentes formes de logement social sont généralement plus nombreux à affirmer que les différents acteurs devraient jouer un rôle important dans l'accès au logement abordable et sécuritaire.

Pour favoriser l'accès au logement abordable et sécuritaire à des personnes à faible revenu, fragilisées et exclues, quel rôle chacun des acteurs suivants devraient-ils jouer, selon vous?



^{*} Une définition des OSBL d'habitation a été donnée aux répondants avant de se prononcer sur cette question.



RÔLE DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL

82% des Québécois pensent que le gouvernement du Québec devrait en faire un peu (40%), voire beaucoup (42%) plus pour assurer l'accès au logement abordable et sécuritaire aux personnes à faible revenu, fragilisées et exclues.

Les personnes qui disposent d'un revenu familial annuel brut inférieur à 40 000 \$ (54%), les locataires (53%) et les résidents de la région administrative de Montréal (52%) sont significativement plus nombreux à être d'avis que le gouvernement devrait faire <u>beaucoup plus</u> d'effort pour assurer l'accès au logement social.

En pensant au gouvernement du Québec (provincial), croyez-vous qu'il en fait suffisamment pour assurer l'accès au logement abordable et sécuritaire aux personnes à faible revenu, fragilisées et exclues?

RÔLE ATTENDU DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

	TOTAL	Rôle très ou plutôt important	Rôle peu ou pas du tout important
Base : l'ensemble des répondants	2 001	1 835	117
Le gouvernement n'en fait pas suffisamment, il devrait en faire beaucoup plus	42%	45%	4%
Le gouvernement pourrait en faire un peu plus	40%	42%	27%
Le gouvernement en fait déjà suffisamment et il ne devrait pas en faire plus	9%	5%	61%
Je ne sais pas / Je préfère ne pas répondre	9%	7%	8%



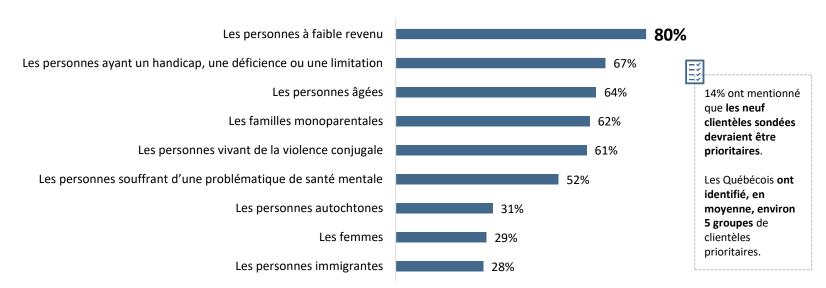


Selon les Québécois, ce sont les personnes à faible revenu à qui on devrait assurer l'accès au logement abordable et sécuritaire en priorité (80%).

Les différents groupes de clientèles ont néanmoins été sélectionnés par une majorité de répondants, à l'exception des personnes autochtones (31%), des femmes (29%) et des personnes immigrantes (28%).

Selon vous, à quelle(s) clientèle(s) devrait-on assurer l'accès au logement abordable et sécuritaire en priorité?

Base : l'ensemble des répondants (n=2 001)





REVENU BRUT ATTRIBUÉ AU LOGEMENT



À l'heure actuelle, les Québécois sondés consacrent, en moyenne, près de 23% de leur revenu familial mensuel brut au paiement de leur hypothèque ou de leur loyer. Cette moyenne est plus élevée parmi les locataires (29,4%).

Cette proportion tend à diminuer avec l'avancement en âge et la hausse du revenu familial annuel brut.

Mentionnons toutefois que plus du tiers des répondants (34%) ne connaissent pas la proportion du revenu avant impôts actuellement consacrée au paiement de leur hypothèque ou de leur loyer (25%) ou ont préféré ne pas se prononcer sur la question (9%).

À l'heure actuelle, quelle proportion (%) du revenu mensuel brut (avant impôts) de votre ménage est consacrée au paiement mensuel de votre hypothèque ou de votre loyer?*

STATUT DE RÉSIDENCE

TYPE D'HABITATION

	TOTAL	Propriétaire	Locataire	Appartement	Condominium	Maison
Base : l'ensemble des répondants	2 001	1 313	688	478	155	1 351
Entre 1% et 9%	10%	14%	3%	2%	6%	13%
Entre 10% et 19%	18%	20%	14%	15%	16%	19%
Entre 20% et 29%	19%	18%	21%	24%	21%	17%
30% et plus	19%	13%	29%	32%	20%	14%
Moyenne (%)	22,7	18,5	29,4	29,4	23,9	19,4
Je ne sais pas	25%	25%	25%	21%	26%	26%
Je préfère ne pas répondre	9%	10%	8%	6%	10%	11%

¹⁴

REVENU BRUT ATTRIBUÉ AU LOGEMENT - SUITE



Pour être plus en phase avec leur budget, les répondants considèrent qu'en moyenne, la proportion idéale du revenu brut consacrée au paiement de l'hypothèque ou du loyer devrait être d'environ 20%, soit une proportion légèrement moindre que ce qu'ils paient actuellement (22,7%).

Les locataires, pour qui la proportion du revenu brut consacrée au paiement du loyer est actuellement un peu plus élevée (29,4% en moyenne), souhaiteraient la diminuer aux alentours de 24% pour être plus en phase avec leur budget. Pour leur part, les propriétaires souhaiteraient passer de 18,5% en moyenne, à 17,7%.

Pour être plus en phase avec votre budget, quelle serait la proportion (%) maximale du revenu mensuel brut de votre ménage (avant impôts) que vous souhaiteriez consacrer au paiement mensuel de votre hypothèque ou de votre loyer?

STATUT DE RÉSIDENCE

TYPE D'HABITATION

	TOTAL	Propriétaire	Locataire	Appartement	Condominium	Maison
Base : les répondants qui se sont prononcés sur la proportion de leur revenu brut consacrée au paiement de	1 349	888	461	350	107	889
<i>l'hypothèque ou du loyer</i> Entre 1% et 9%	13%	18%	4%	3%	9%	18%
Entre 10% et 19% Entre 20% et 29%	27% 32%	30% 28%	23% 38%	24% 38%	28% 38%	29% 28%
30% et plus	21%	17%	29%	29%	24%	18%
Moyenne (%) Je ne sais pas	20,2 6%	17,7 6%	24,2 6%	24,3 6%	21,8 <mark>2%</mark>	18,1 7%
Je préfère ne pas répondre	1%	1%	1%	1%	0%	1%

Note: pour une majorité de Québécois (55%), particulièrement les propriétaires (63%), la proportion de leur revenu familial mensuel brut actuellement consacrée au paiement de leur hypothèque ou de leur loyer leur convient. Pour le bien de l'exercice, et afin de calculer l'écart réel entre la proportion actuelle et souhaitée, nous avons reclassé les réponses données à la question précédente dans la bonne catégorie pour les répondants qui ont affirmé que la proportion actuelle consacrée au paiement de leur hypothèque ou loyer est adéquate. Par exemple, si un répondant a affirmé que 25% de son revenu brut est consacré au paiement de son hypothèque, et que cette proportion lui convient, nous avons reporté sa réponse dans la catégorie Entre 20% et 29%.

PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE



Profil pondéré	(n=2001)
Sexe	
Homme	49%
Femme	51%
Groupe d'âge	
18 à 24 ans	10%
25 à 34 ans	15%
35 à 44 ans	16%
45 à 54 ans	17%
55 à 64 ans	18%
65 ans et plus	23%
Scolarité	
Primaire / Secondaire	33%
Collégial	42%
Universitaire	25%
Présence d'enfant	
Oui	25%
Non	75%

Profil pondéré	(n=2001)
Fédérations territoriales	
Montréal	24%
Capitale-Nationale et Chaudière- Appalaches	14%
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie/Îles- de-la-Madeleine	4%
Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte- Nord et Nord du Québec	5%
Montérégie et Estrie	22%
Mauricie et Centre-du-Québec	6%
Outaouais et Abitibi- Témiscamingue	7%
Laval, Laurentides et Lanaudière	18%
Langue maternelle	
Français	77%
Anglais	16%
Autre	7%

Profil pondéré	(n=2001)
Type d'habitation	
Appartement en location dans un immeuble de plus de 8 logements	10%
Appartement en location dans un immeuble de 8 logements et moins	16%
Condominium dans un immeuble de plus de 8 logements	4%
Condominium dans un immeuble de 8 logements et moins	4%
Maison individuelle (détachée, bungalow, cottage, à paliers)	49%
Maison jumelée (semi-détachée)	10%
Maison en rangée (de ville)	5%
Statut de résidence	
Propriétaire	62%
Locataire	38%





Profil pondéré	(n=2001)
Occupation principale	
Travailleur	56%
Étudiant	7%
Retraité	28%
Autre	8%
Revenus	
19 999 \$ et moins	6%
Entre 20 000 \$ et 39 999 \$	16%
Entre 40 000 \$ et 59 999 \$	19%
Entre 60 000 \$ et 79 999 \$	13%
Entre 80 000 \$ et 99 999 \$	14%
100 000 \$ et plus	22%
Préfère ne pas répondre	10%

CHARLOTTE FORTIN

Directrice de recherche

cfortin@leger360.com

418.522.7467 poste 1001



Comprendre le monde









